

Crise de l'énergie : il y a «urgence absolue» pour la filière alimentaire, alerte la FNSEA

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 22 minutes



La patronne de la FNSEA a aussi appelé une nouvelle fois les distributeurs à accepter de nouvelles hausses du prix d'achat des produits alimentaires. *Crédit : AdobeStock*

Le syndicat agricole majoritaire plaide pour que l'Etat préserve la chaîne de production de l'alimentation, «besoin premier des Français».

Lait, betteraves, tomates: il y a «*urgence absolue*» à ce que le gouvernement apporte des aides supplémentaires aux agriculteurs et industriels français, heurtés de plein fouet par la crise de l'énergie, a réclamé jeudi Christiane Lambert, proutidente de la FNSEA, interrogée sur BFM Business.

Alors que le gouvernement présente jeudi son plan de sobriété énergétique, destiné à préparer un hiver difficile sans gaz russe et avec de nombreux réacteurs nucléaires arrêtés, le syndicat agricole majoritaire plaide pour que l'Etat préserve la chaîne de production de l'alimentation, «*besoin premier des Français*». «*Il faut que le gouvernement mette en place des dispositifs pour tenir ces entreprises à bout de bras pendant cette crise énergétique, sinon ce sera effectivement des fermetures et des*

milliers d'emplois à clé», a alerté Christiane Lambert. «Il faut oser dire que nous sommes en situation d'économie de guerre (...) que nous sommes en situation beaucoup plus dégradée que ce que nous avons connu pendant le Covid», a-t-elle ajouté.

«Il faut trouver un moyen de les soutenir»

Dans des filières comme celles des betteraves ou du lait, dont la transformation en sucre ou en poudre est particulièrement énergivore, la flambée des coûts de l'énergie étrangle les industriels, qui craignent d'être dans l'incapacité de payer les factures. *«L'Allemagne a mis 200 milliards d'euros sur la table, elle est très dépendante du gaz et donc débourse beaucoup, mais la France aussi: il faut trouver le moyen de soutenir»* le secteur alimentaire, a plaidé Christiane Lambert. *«Est-ce que c'est un plafonnement du prix du gaz pour faire de l'énergie, est-ce que c'est un accompagnement trésorerie des entreprises très énérgo-intensives? En tout cas, il y a urgence absolue»,* a-t-elle estimé.

«Les producteurs de tomates arrêtent de mettre des tomates sous serre, les producteurs laitiers qui doivent refroidir le lait (...) se disent aussi: comment allons nous faire?», a prévenu Mme Lambert, qui rappelle que les coûts de production agricoles se sont envolés de *«26,7% sur un an»*. La patronne de la FNSEA a aussi appelé une nouvelle fois les distributeurs, qui ont engagé un bras de fer avec les industriels dans le cadre des renégociations commerciales - qui à terme permettent de fixer les prix dans les supermarchés -, à accepter de nouvelles hausses du prix d'achat des produits alimentaires.

«Il faut passer des hausses plus régulièrement, sinon qui trinque? La trésorerie des industriels, qui ont du mal à payer les agriculteurs», a-t-elle pointé, plaidant pour que les hausses liées à l'énergie soient actées dès maintenant.